



Marché public de fourniture et de service d'une solution SI de Gestion GRD & Fournisseur

Règlement de la Consultation (RC)



Sommaire

1	Pouvoir adjudicateur	4
2	Objet et étendue de la consultation.....	5
2.1	Nature du marché	5
2.2	Périmètre du marché.....	5
2.3	Consistance et durée du marché	6
2.4	Procédure de passation du marché	6
2.5	Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	6
2.5.1	Variantes facultatives.....	6
2.5.2	Variantes obligatoires	6
2.5.3	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	6
2.6	Tranches et reconduction.....	7
2.7	Lieu d'exécution	7
3	Procédure de consultation	7
3.1	Déroulement et calendrier prévisionnel de la procédure	7
3.2	Dossier de consultation des entreprises (DCE)	8
3.2.1	Contenu du dossier de consultation des entreprises.....	8
3.2.2	Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises.....	8
3.2.3	Modification du dossier de consultation des entreprises	8
3.3	Candidatures.....	8
3.3.1	Modalités de remise des candidatures	8
3.3.2	Contenu des candidatures.....	8
3.3.3	Limitation du nombre de candidats invités à négocier.....	9
3.3.4	Critères de sélection des candidats invités à négocier.....	9
3.4	Propositions initiales	9
3.4.1	Les grands objectifs visés.....	10
3.4.2	Unicité des bases de données.....	10
3.4.3	Conformité aux textes en vigueur	10
3.4.4	Solution éprouvée.....	11
3.4.5	Hébergement/acquisition/investissement	11
3.5	Organisation de la phase de négociation.....	11
3.5.1	Principes généraux	11
3.5.2	Invitation à négocier.....	11
3.5.3	Déroulement de la négociation	11
3.6	Offres finales	12
3.7	Jury	12
4	Sélection des offres et attribution du marché – informations complémentaires.....	12
4.1	Vérification de la conformité des offres.....	12
4.2	Critères d'attribution du marché	13
4.2.1	Évaluation des offres de base et variantes éventuelles.....	13
4.2.2	Évaluation des offres PSE – Évolutions réglementaires.....	17



4.3	Attribution du marché.....	17
4.4	Mise au point du marché.....	17
4.5	Signature du marché.....	17
4.6	Renseignements complémentaires.....	17
4.7	Abandon de la procédure.....	17



1 Pouvoir adjudicateur

Le GIE Ariège Energies Locales est le pouvoir adjudicateur. Il regroupe les ELDs suivantes :

Nom	Nombre de Clients	Forme juridique
ARIGNAC	517	Régie personnalisée à autonomie financière
DALOU	446	Régie personnalisée à autonomie financière
L'HOSPITALET PRES L'ANDORRE	135	Régie personnalisée à autonomie financière
MAZERES	2 575	Régie personnalisée à autonomie financière
MERCUS GARRABET	608	Régie personnalisée à autonomie financière
MERENS LES VALS	246	Régie personnalisée à autonomie financière
QUIE	199	Régie personnalisée à autonomie financière
SAINT QUIRC	625	Régie personnalisée à autonomie financière
SAVERDUN	3 129	Régie personnalisée à autonomie financière
TARASCON SUR ARIEGE	2 208	Régie personnalisée à autonomie financière
VARILHES	2 426	Régie personnalisée à autonomie financière
VICDESSOS	616	Régie personnalisée à autonomie financière

Le GIE Ariège Energies Locales administre également les ELD suivantes :

Nom	Nombre de Clients	Forme juridique
LA CABANASSE	771	Régie personnalisée à autonomie financière
FONTPEDROUSE	274	Régie personnalisée à autonomie financière
MONT-LOUIS	268	Régie personnalisée à autonomie financière

Son siège social est situé Route d'ARIGNAC 09400 TARASCON SUR ARIEGE.

Elles sont représentées par Monsieur Philippe RUFFAT, en qualité de Directeur.

Chaque ELD est composée :

- De services techniques qui assument notamment :
 - Des missions de GRD : création, entretien, maintenance et dépannage des réseaux électriques (BT jusqu'à la HTB), d'éclairage public.
 - La cartographie et la relève des compteurs qui y sont rattachés.
- De services administratifs :
 - La direction,
 - La gestion Clientèle (accueil, facturation, contentieux, commercialisation),
 - Le service Comptabilité – RH Paye

Les ELDs ne possèdent pas de service informatique propre. Elles font appel à un prestataire externe pour la partie matérielle, réseau, sauvegardes internes et externalisées, messagerie.

A noter :

- Le GIE Ariège Energies Locales absorbe sur l'ensemble de son réseau la production d'environ 420 installations de production.
Il facture et gère environ 500 clients en offre de marché.



Les personnes référentes sont désignées dans le tableau suivant.

Prénom Nom	Fonction	Mail
Philippe RUFFAT	Directeur et Signataire du marché	p.ruffat@rme09.fr
Marc ROLLAND	Directeur Adjoint	m.rolland@rme09.fr
Stéphanie DUPUY	Cadre de Gestion Administrative	s.dupuy@rme09.fr

2 Objet et étendue de la consultation

2.1 Nature du marché

Le présent marché est un marché public de conception et mise en œuvre d'un nouveau Système d'Information (ci-après désigné « SI ») pour chaque Entreprise Locale de Distribution désignée à l'article 1 du présent règlement. Il est passé selon la procédure avec négociation visée à l'article L2124-3 du code de la commande publique.

Il relève des marchés publics de techniques de l'information et de la communication. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable est approuvé par l'arrêté ministériel du 30 mars 2021.

2.2 Périmètre du marché

Le présent marché concerne, en **première phase**, la **fourniture et mise en place d'un nouveau SI**, constitué potentiellement de plusieurs solutions/modules logiciels inter opérants, gérant la facturation et la relation clientèle, pour chaque Entreprise Locale de Distribution, à la fois Gestionnaire de Réseau de Distribution (ci-après « GRD ») et Fournisseur (ci-après « FR »).

Le SI couvrira le périmètre d'activité suivant :

- Gestion et suivi de la facturation ELECTRICITE au Tarif Réglementé de Vente en version WEB
- Gestion et suivi de la facturation ELECTRICITE en offre de marché en version web
- Gestion et suivi de la facturation ELECTRICITE PRODUCTEUR en version web
- Gestion de la relève papier et PAD
- Gestion des différents flux normés FOURNISSEURS, ...
- Gestion du portail GRD - FOURNISSEUR ELECTRICITE
- Gestion du portail CLIENTELE ELECTRICITE,
- Gestion et suivi des travaux GRD (réalisation de devis, facturation, ...)
- Gestion du carnet métrologique des compteurs
- Gestion des interfaces avec la comptabilité publique (PESV2, CHORUS ...)
- Interfaçage avec nos outils de comptabilité (PROGEMA, BERGER LEVRAULT)
- Interfaçage avec notre outil de publication des flux RTE et de profilage (OPERA)



- Interfaçage avec notre outil de gestion des compteurs communicants (ASGS de chez ELDmetering)
- Interfaçage avec notre portail client relatif aux compteurs communicants (Espace client OPERA)
- Compatibilité avec la facturation dématérialisée (compatibilité OD-PDP)

En **deuxième phase**, le marché concerne la **maintenance** du nouveau SI.

2.3 Consistance et durée du marché

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) joint au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) définit la consistance détaillée du marché.

Le marché se déroule en deux phases :

- Phase 1 : installation et mise en production du nouveau SI sur l'ensemble des sites
- Phase 2 : maintenance du SI.

La durée prévisionnelle de la première phase est de 6 mois (durée plafond de 12 mois prescrite). La date prévisionnelle d'entrée en vigueur du marché est fixée en novembre 2025.

La durée de la phase 2 de maintenance est de cinq (5) ans à compter de la date de commencement de son exécution définie au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

2.4 Procédure de passation du marché

Le Marché est passé selon une procédure avec négociation régie par les articles L.2124-3 et R.2161-12 à R.2161-20 du code de la commande publique.

2.5 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

2.5.1 Variantes facultatives

Les variantes facultatives sont autorisées.

Les candidats doivent impérativement remettre une offre de base conforme et chiffrer distinctement la ou les variantes qu'ils proposent.

Sous peine d'irrecevabilité, les variantes proposées devront :

- Respecter les dispositions du CCTP ;

ET

- Proposer des prestations de qualité au moins équivalentes à celles de l'offre de base ;

ET

- Proposer des prestations de nature à améliorer la performance du nouveau SI ou/et l'efficacité de sa maintenance. Les éléments d'amélioration doivent être clairement énoncés dans une note de présentation de la variante qui exposera les avantages technico-économiques de la variante proposée ;

OU proposer une amélioration économique significative (de plus de 5% du montant des prestations de la (des) phase(s) à laquelle (auxquelles) la variante s'applique).

2.5.2 Variantes obligatoires

Il n'est pas prévu de variantes obligatoires.

2.5.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) portent sur les adaptations réglementaires à réaliser en phase de maintenance du nouveau SI.

Il s'agit, comme indiqué au CCTP, des prestations relatives aux évolutions du SI en situation d'évolutions réglementaires significatives (de type évolution des règles tarifaires, de la fiscalité, des certifications, ...) de nature à appeler des adaptations importantes de l'architecture du logiciel ou/et des requêtes et éditions.



NB : Ces prestations supplémentaires éventuelles doivent obligatoirement donner lieu à une évaluation financière et à un descriptif spécifiques. Elles ne doivent pas être intégrées au chiffrage des prestations de phase 2 de l'offre de base.

2.6 Tranches et reconduction

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Il est prévu la faculté de reconduction de la phase 2 par année, dans la limite de 4 reconductions.

2.7 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est déterminé par chaque élément de prestation.

La conception du nouveau SI se fera dans les locaux du titulaire, pour être mis en œuvre sur les sites des ELDs indiqués à l'article 1 du présent règlement.

La formation des utilisateurs pourra nécessiter des interventions sur les sites de l'acheteur.

La maintenance et la gestion des évolutions du SI pourront être réalisées à distance, et selon l'objet, requérir des interventions sur les sites de l'acheteur.

3 Procédure de consultation

3.1 Déroulement et calendrier prévisionnel de la procédure

La procédure **avec négociation** se déroule en plusieurs dans les conditions fixées par le présent Règlement de Consultation selon le calendrier indicatif qui suit :

Déroulé	Étapes	Dates prévisionnelles
Sélection des candidatures	Remise des candidatures	25/08/2025
Offres initiales	Courrier d'invitation aux candidats sélectionnés à remettre les offres initiales	02/09/2025
	Remise des offres initiales	03/10/2025
Examen des offres initiales	Analyse des offres initiales	03/10/2025 au 15/10/2025
Négociation	Réunions de négociation	20/10/2025 au 21/10/2025
Offres finales et Sélection	Courrier d'invitation à remettre les offres finales	22/10/2025
	Remise des offres finales	28/10/2025
	Décision d'attribution	Semaine 45



3.2 Dossier de consultation des entreprises (DCE)

3.2.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

Le Règlement de Consultation et ses éventuelles annexes ;

L'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes ;

La trame du DPGF ;

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes.

3.2.2 Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme : <https://www.marches-securises.fr/>

3.2.3 Modification du dossier de consultation des entreprises

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard six (6) jours avant la date limite de réception des candidatures, puis six (6) jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.3 Candidatures

Les candidats peuvent se présenter à l'attribution du Marché sous la forme d'une entreprise unique (candidat individuel) ou sous la forme d'un groupement d'entreprises avec un mandataire unique (groupement candidat).

Conformément à l'article R.2142-22 du Code de la commande publique, la forme du groupement après attribution peut être imposée par le pouvoir adjudicateur, si cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché. Le groupement imposé sera de nature conjointe avec mandataire solidaire, compte tenu de la nature globale du marché.

Il est interdit à une même personne juridique d'être présente dans plusieurs candidatures, que ce soit en qualité de candidat individuel ou de membres d'un ou plusieurs groupements candidats.

3.3.1 Modalités de remise des candidatures

Le dépôt des plis s'effectue exclusivement par voie électronique, sur la plate-forme <https://www.marches-securises.fr/>, conformément au présent règlement de consultation.

Les dossiers complets des candidatures seront transmis et devront impérativement parvenir à destination **avant la date limite fixée au 25 août 2025 à 17 heures.**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés. Les candidats devront veiller, en cas de fichiers volumineux, à ce que l'intégralité de leur pli soit téléchargée avant la date limite de réception.

3.3.2 Contenu des candidatures

Les documents devront être rédigés en français. Si les documents présentés sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant l'ensemble des pièces et informations énumérées dans l'avis d'appel public à la concurrence.



3.3.3 Limitation du nombre de candidats invités à négocier

Le nombre de candidats admis à négocier est de trois (3).

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur à ce nombre minimum, le pouvoir adjudicateur peut néanmoins poursuivre la procédure avec les candidats disposant des capacités requises.

Le pouvoir adjudicateur invite simultanément et par écrit les candidats admis à négocier.

3.3.4 Critères de sélection des candidats invités à négocier

1. Capacités professionnelles (références et qualifications appropriées et proportionnées à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution) – 40 %
2. Capacités techniques (moyens matériels et humains appropriés et proportionnés à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution) – 40 %
3. Capacités économiques et financières (proportionnées à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution) – 20 %

3.4 Propositions initiales

Les propositions des candidats doivent contenir :

Une offre de base constituée de :

- L'acte d'engagement complété ;
- La trame du DPGF complétée ;
- Un mémoire technique qui explicite l'offre en réponse aux exigences définies dans les pièces particulières du marché (CCAP et CCTP) dont une partie est reprise dans le présent règlement, et qui définit les engagements du candidat sur les différents points d'analyse des offres.

Un sous-détail des prix forfaitaires et/ou un Bordereau de Prix Unitaires pourra être fourni à l'appui de l'offre si le candidat souhaite préciser le contenu de ses prix.

Il est indiqué que l'offre de base doit nativement proposer :

- Une base de données dynamique type CRM ;
- Un moteur de facturation fiable et éprouvé, polyvalent et communicant ;
- Un requêteur afin d'effectuer des extractions spécifiques dans la base de données sous format EXCEL
- Un module permettant de mettre en forme des éditions d'états
- Un portail client accessible en ligne, sécurisé et synchronisé avec la base de données et le moteur de facturation ;
- Un portail GRD accessible en ligne, sécurisé et synchronisé avec la base de données et le moteur de facturation ;
- Une plateforme dédiée au compteur communicant répondant aux décrets DGEC - Décret n°2017-948 du 10 mai 2017 et DGCCRF - Décret n° 2017-976 du 10 mai 2017

Une offre PSE constituée de :

- L'annexe PSE à l'acte d'engagement complétée ;
- Une note explicitant la proposition du candidat et les moyens mis en œuvre pour réaliser la PSE.

Offres variantes facultatives éventuelles :

Les candidats qui souhaitent remettre une offre variante facultative, compléteront l'acte d'engagement et la trame du DPGF pour cette offre. Ils compléteront la trame du DPGF, le cas échéant, pour rendre compte des éléments proposés en variante qui ne figureraient pas dans la trame du DCE.

Il est rappelé que les variantes facultatives doivent porter sur des prestations de nature à améliorer la performance du nouveau SI ou/et l'efficacité de sa maintenance ou des éléments d'optimisation économique. Les éléments d'amélioration doivent être clairement énoncés dans une note de présentation de la variante qui exposera les avantages technico-économiques de la variante proposée.



3.4.1 Les grands objectifs visés

Le SI doit permettre de répondre efficacement aux objectifs suivants :

- Améliorer le temps de traitement interne de toutes opérations de gestion courante non récurrentes, de campagnes de masse et d'opérations cycliques ;
- Améliorer le service rendu au client ;
- Permettre au GIE Ariège Energies Locales d'adapter le SI sans surcoût additionnel de développement
- Remplir efficacement les obligations déclaratives existantes du GIE Ariège Energies Locales agissant en tant que GRD et FR ;
- S'inscrire dans un univers « OPEN DATA », totalement sécurisé et répondant à toutes les mesures de protection.
- S'intégrer à l'environnement logiciel existant du GIE Ariège Energies Locales et communiquer/se synchroniser avec l'environnement numérique existant afin de basculer le plus efficacement la base de données clients et tout ce qui s'y rattache ;
- S'inscrire dans une démarche de dématérialisation ;
- Être adaptée aux impératifs de la comptabilité publique, notamment la double comptabilité exigée par la DGFIP ;
- Être adaptée au déploiement des compteurs communicants ;
- Assurer la traçabilité de toutes les opérations menées au sein des différents services et entités du GIE Ariège Energies Locales et gérer des tableaux de bord d'encours ;

Le candidat détaillera, dans son mémoire technique, en quoi et comment son SI permet de répondre à ces grands objectifs et les moyens mis en œuvre pour y parvenir.

3.4.2 Unicité des bases de données

Le GIE Ariège Energies Locales souhaite disposer d'une seule base de données (intégrant les 15 ELDs détaillées dans l'article 2-1), à compartimenter en fonction des métiers FR et GRD.

3.4.3 Conformité aux textes en vigueur

Le candidat s'engage sur la conformité de son SI, des procédures mises en œuvre et de l'ensemble des documents produits avec l'ensemble des textes qui s'appliquent :

- o à la présentation et au contenu des factures grand public ;
- o à la confidentialité des données ;
- o à la protection du système vis-à-vis des menaces provenant des réseaux en général et plus précisément d'Internet en particulier.
- o à la compatibilité publique M41 et à l'ensemble des échanges périodiques indispensables avec le trésor public (journaux, titres, mensualisation, mandats, comptabilité régisseur de recettes et d'avances intégrée, impayés, etc.) ;
- o à la fiscalité en général
- o aux activités réglementaires du GRD ;
- o aux activités réglementaires du fournisseur (offres, contrats, responsabilité d'équilibre, etc.) ...

Le candidat s'engage à prendre connaissance des principaux textes ci-dessous (sans que cette liste soit exhaustive) et d'assurer la conformité du SI proposé à ces textes et à venir :

- Recommandations du Médiateur de l'Energie ;
- Recommandation N°14-01 de la Commission des Clauses Abusives ;
- Directive UE 2016/680 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel ;
- Articles du Code de l'Energie : R. 341-2 ; R. 333-10,....
- Articles du Code de la consommation : L. 224-3 à L. 224-15 ; L.121-86 à L.121.94
- Arrêtés : arrêté du 18 avril 2012 (NOR EFIC1124216A)
- Décrets : n° 2008-780 du 13 août 2008, modifié par les décrets n° 2014-274 du 27 février 2014 et n°2016-555 du 6 mai 2016 ; n° 2012-306 du 6 mars 2012 ; n° 2016-973 du 18 juillet 2016



- Instruction de la DGFiP du 22 février 2017 (NOR ECFE1706554J)
- Décisions du CORDIS ;
- Jurisprudence existante au moment de la remise de l'offre ;
- Décret n° 2021-273 du 11 Mars 2021 relatif à la fourniture d'électricité ;
- Décret N° 2001-387 du 3 Mai 2001 relatif à la métrologie des instruments de mesure ;
- Conformité aux normes ISO 27001 pour la gestion de la sécurité de l'information et aux exigences spécifiques de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) ;
- Recommandation du GT CRE SI/GRD

3.4.4 Solution éprouvée

A la remise de l'offre, le candidat pourra se prévaloir de l'installation et de la mise en production de ses outils chez une ou plusieurs ELDs clientes, depuis au moins six mois révolus pour les activités FR (régulés et dérégulés).

Le ou les références de ces ELDs utilisatrices seront communiquées sous la forme suivante : nom de l'ELD, nom d'un interlocuteur au sein de l'ELD, mail et N° de téléphone.

3.4.5 Hébergement/acquisition/investissement

Le candidat devra présenter dans son offre une solution en mode service (SaaS).

Le candidat aura soin de proposer la ou les solutions de support et d'hébergement les mieux adaptées aux différents besoins exprimés et naturellement les plus sécurisés.

3.5 Organisation de la phase de négociation

3.5.1 Principes généraux

Chaque participant admis à négocier est entendu dans des conditions d'égalité.

Aucune information susceptible d'avantager un participant au détriment d'un autre n'est communiquée par le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur fait bénéficier tous les participants du même niveau d'information.

Le degré de détail des documents à présenter, les modalités de convocation aux réunions de négociation et la durée des réunions seront les mêmes pour tous les participants.

Le pouvoir adjudicateur respecte le secret des affaires, il ne peut révéler aux autres participants des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un participant sans l'accord de ce dernier.

3.5.2 Invitation à négocier

Le pouvoir adjudicateur invite simultanément et par écrit les candidats admis à négocier. L'invitation comprend au minimum les informations précisées à l'article R.2144-9 du Code de la commande publique.

3.5.3 Déroulement de la négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de ne pas engager de négociation si les offres initiales satisfont pleinement ses attentes.

En situation de négociation, il est prévu que la phase de négociation se déroule en un seul tour avant remise de l'offre finale.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'organiser, si cela lui apparaît nécessaire, un ou plusieurs tours de négociation complémentaires.

Pour chaque tour de négociation, les participants devront remettre une proposition qui constituera la base des discussions engagées dans le cadre des réunions de négociation.

A l'issue de chaque tour de négociation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'éliminer un ou plusieurs participants dont les offres sont économiquement les moins avantageuses, en application des critères d'attribution définis au présent Règlement de Consultation.



Les participants seront convoqués aux réunions par tout moyen permettant de donner date certaine. Cette convocation indiquera l'heure de passage et le lieu de tenue de la réunion et mentionnera l'ordre du jour et les modalités du déroulement de la réunion de négociation. Les réunions de négociation se dérouleront en langue française. Les réunions pourront se tenir en visioconférence.

Le pouvoir adjudicateur pourra discuter avec les participants de tous les aspects du projet, c'est-à-dire de toute question d'ordre organisationnel, technique, fonctionnel, financier, juridique, et/ou administratif.

3.6 Offres finales

A l'issue de la phase de négociation, le pouvoir adjudicateur envoie aux participants une invitation à remettre leur offre finale, dans un délai qui sera précisé dans l'invitation. L'invitation à remettre une offre finale est adressée aux participants par tout moyen permettant de donner date certaine ; elle mentionne notamment la date et l'heure limites de réception des offres finales, le contenu et les modalités de remises des offres finales.

Des précisions, clarifications, perfectionnements ou compléments peuvent être demandés aux participants sur leur offre finale. Cependant, ces demandes ne peuvent avoir pour effet de modifier les aspects essentiels de l'offre finale, notamment les besoins et exigences indiqués dans les documents de la consultation.

Il est indiqué que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le délai de validité des offres finales est fixé à 3 mois à compter de la date limite de remise de celles-ci. Si la date limite de réception des offres est reportée, le délai de validité des offres sera reporté d'autant.

3.7 Jury

La désignation d'un jury n'est pas prévue dans le cadre de la présente procédure.

4 Sélection des offres et attribution du marché – informations complémentaires

4.1 Vérification de la conformité des offres

Le Pouvoir Adjudicateur vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées, étant précisé qu'est :

- (a) inappropriée, une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences du Pouvoir Adjudicateur formulés dans les documents de la consultation,
- (b) irrégulière, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale,
- (c) inacceptable, une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Les offres inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la phase de négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Lorsque la phase de négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.



4.2 Critères d'attribution du marché

4.2.1 Évaluation des offres de base et variantes éventuelles

La notation des offres sera établie sur une base de 100 points au maximum.

La note attribuée à une offre de base ou variante résulte de la combinaison des notes attribuées pour chaque phase de la prestation selon la formule suivante :

$\text{Note offre} = 0,5 \text{ note phase 1} + 0,45 \text{ note phase 2} + 0,05 \text{ note RSE}$

Chaque phase est elle-même notée sur 100, selon la pondération des critères détaillée dans les tableaux qui suivent. Les engagements du candidat sur les dimensions de la RSE sont notés sur 100, selon le détail énoncé dans le dernier tableau.

Les offres PSE sont notées à part. Rappel : la réponse à la PSE est obligatoire.

Les offres seront classées :

- dans l'hypothèse où ne seraient retenues que les offres de base ou variantes proposées par les candidats ;
- dans l'hypothèse où seraient retenues les offres de base ou variantes proposées par les candidats ET la PSE.

Pour opérer ce deuxième classement, les offres seront notées sur la base de la formule suivante :

$\text{Note offre} + \text{PSE} = 0,5 \text{ note phase 1} + 0,45 (0,5 \text{ note base ou variante phase 2} + 0,5 \text{ note PSE}) + 0,05 \text{ note RSE}$

Il est rappelé que la commande de la PSE est à l'initiative de l'acheteur uniquement et que le choix de la retenir ne découle pas de l'application des critères d'attribution. Si l'acheteur décide de retenir la PSE, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse résultant du classement opéré dans cette hypothèse.



Tableau de pondération des critères d'évaluation des offres – Phase 1

CRITERES	PONDERATION	SOUS-CRITERES	Pondération par sous-critère
A. Coût global : Prix de l'ensemble des prestations - Phase 1	40%	Prix de l'ensemble des prestations de la phase 1	100%
B. Qualité globale des prestations de mise en œuvre du nouveau SI – Phase 1	50%	1.Migration : Profil des intervenants, désignation du chef de projet et CV Détail du nombre de réunions par défaut pour finaliser l'opération avec proposition du thème de chaque réunion Méthodes collaboratives avec les agents des ELDs Présentation d'une migration BDD (fournir un exemple)	10%
		2.Mode SaaS et sauvegarde : Méthodologie et organisation du candidat : services support et développement du candidat Qualité de la compréhension du projet et des besoins du pouvoir adjudicateur	4%
		3.Fiabilité et ergonomie Qualité des supports de traitement des anomalies (fournir un exemple) Présentation des copies d'écran des différentes solutions SI du candidat Aperçu des performances (temps réponse) des principales requêtes Qualité des manuels d'utilisateur (présenter un exemple) Formations	12%
		4.Traçabilité et dématérialisation Qualité de la compréhension des attentes du pouvoir adjudicateur : présenter des schémas répondant aux attentes décrites dans le cahier des charges	10%
		5.Relations clients Présentation des capacités du logiciel à envoyer des mails, sms ou publipostage répondant aux différentes nécessités des ELDs	7%
		6.Relèves Présentation et détail des outils de relèves compris dans la solution	5%
		7.Petites interventions Modèles de bons d'interventions, présentation des processus en standard et des possibilités de développement	3%
		8.Facturations Présentation des modèles de factures, modes de calculs possibles, types de mensualisations et processus de reconductions de mensualisation	8%



CRITERES	PONDERATION	SOUS-CRITERES	Pondération par sous-critère
		9.Travaux Qualité de la proposition présentée et prise en charge des éléments de cahier des charges des prestations déjà gérés par le SI « sur étagère » du candidat	3%
		10.Producteurs Capacité à gérer la facturation des producteurs : capacité du SI à gérer la contractualisation des producteurs et présentation du portail producteurs	3%
		11.Encaissements Qualité des garanties de bon enregistrement et de contrôles des encaissements (journaux des ventes, d'encaissements, de transmission de règlements, de vérification des saisies)	5%
		12.Relances et contentieux Présentation des processus des relances et des variables à disposition de l'acheteur à ce sujet. Garanties de fonctionnalité des relances (unitaires ou en masse par ex).	3%
		13.Comptabilité Présentation d'un fichier Excel de paramétrage type des comptes comptables pour fourniture, et d'acheminement Présentation d'un dossier de paramétrage type éprouvé pour renvoi automatique des données de ventes en direction de MAGNUS et de PROGEMA	8%
		14.Gestion des données / flux Qualité des utilitaires existants ainsi que des flux réglementaires pris en charge par l'offre du candidat	8%
		15.Compteurs communicants Schéma de fonctionnement envisagé et accords potentiels déjà engagés par le candidat avec ATOS	3%
		16.Reporting Capacités du logiciel à générer les rapports pour les différents interlocuteurs de l'acheteur (CRE, FACE, DGEC, ORE...)	3%
		17.Références Qualité et convergence des solutions mises en œuvre par le candidat auprès de clients existants : désignation des clients, nombre de PDL gérés par fluide et nature de la gestion	5%
C. Délais	10%	Délai de mise en œuvre du nouveau SI : Adéquation des durées aux objectifs temporels définis aux CCAP et CCTP, cohérence du planning	100%



Tableau de pondération des critères d'évaluation des offres – Phase 2

CRITERES	PONDERATION	SOUS-CRITERES	PONDERATION
A. Prix de l'offre de maintenance	70%	Prix global sur la période de 5 ans	100%
B. Qualité globale des prestations de maintenance et exploitation du nouveau SI – Phase 2	30%	Méthodologie et organisation du candidat : services support et développement du candidat Qualité de la compréhension des besoins du pouvoir adjudicateur	40%
		Mises à jour et formations associées Qualité des processus proposés	15%
		Délais d'intervention	45%

Évaluation des engagements RSE des candidats

Les candidats produiront une note d'engagements RSE structurée sur les sept (7) dimensions indiquées dans le tableau qui suit. L'adaptation de ces engagements à l'échelle du marché mis en dévolution est à traiter autant que possible. La qualité de ces adaptations des pratiques génériques de l'entreprise au cas d'espèce contribuera à l'évaluation de ce critère RSE et à la notation qui en résulte.

CRITERES	PONDERATION	SOUS-CRITERES	PONDERATION
Engagements RSE	100%	1. Relations et conditions de travail	15%
		2. Protection de l'environnement	15%
		3. Loyauté des pratiques	12,5%
		4. Protection des consommateurs / utilisateurs des produits et services de l'entreprise	15%
		5. Développement local	15%
		6. Droits de l'homme	12,5%
		7. Gouvernance de l'organisation	15%



4.2.2 Évaluation des offres PSE – Évolutions réglementaires

La notation des offres PSE s'établira sur le fondement des critères pondérés suivants :

CRITERES	PONDERATION	SOUS-CRITERES	PONDERATION
A. Prix de l'offre PSE	70%	Prix global sur la période de 5 ans	100%
B. Qualité globale des prestations PSE	30%	Détail des capacités de veille aux impératifs réglementaires	50%
		Modalités techniques de gestion des adaptations réglementaires	50%

4.3 Attribution du marché

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères précisés dans le présent Règlement de la Consultation.

Le pouvoir adjudicateur précisera s'il retient l'offre PSE.

Les soumissionnaires non retenus sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles L.2181-1, R.2181-1 et suivants du Code de la commande publique.

Il n'est pas prévu de prime aux soumissionnaires non retenus.

4.4 Mise au point du marché

Il est possible, en accord avec le soumissionnaire retenu, de procéder à une mise au point des composantes du marché avant sa signature. Cependant, cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre finale ou du marché dont la variation est susceptible de fausser la concurrence ou d'avoir un effet discriminatoire.

4.5 Signature du marché

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le Marché devra produire les documents suivants :

- L'Acte d'Engagement de l'offre définitive et ses annexes signé, en version originale ;
- Le cas échéant, les DC4 signés.

4.6 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires sur la procédure ou les documents de la consultation, les candidats devront faire parvenir une demande en temps utile via la plate-forme <https://www.marches-securises.fr/>.

Pour tous renseignements relatifs aux candidatures, une réponse est adressée par le pouvoir adjudicateur aux opérateurs économiques, six (6) jours au plus tard avant la date limite de réception des candidatures.

Pour tous renseignements relatifs aux offres, une réponse est adressée par le pouvoir adjudicateur aux opérateurs économiques, six (6) jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

4.7 Abandon de la procédure

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur pourra déclarer sans suite la procédure de passation à tout moment jusqu'à la signature du marché, pour quelque motif d'intérêt général que ce soit.

Il n'est pas prévu d'indemnité aux candidats en cas d'abandon de la procédure.

